

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec



Le présent fichier est une publication en ligne reçue en dépôt légal, convertie en format PDF et archivée par Bibliothèque et Archives nationales du Québec. L'information contenue dans le fichier peut donc être périmée et certains liens externes peuvent être inactifs.

Version visionnée sur le site Internet d'origine le 1er septembre 2009.

Section du dépôt légal

DIVERSITÉ culturelle

MONDIALISATION

La diversité en question

Bulletin de nouvelles

Abonnement

Archives

À l'agenda

Communiqués / Discours /
Déclarations

Publications / Études

Politiques et mesures Bonnes
pratiques

Sites d'intérêt

Bulletin de nouvelles sur la diversité des expressions culturelles

Vol. 4, no 22, lundi 7 juin 2004

III^e Sommet Union européenne - Amérique latine et Caraïbes (UE-ALC): Faire progresser le partenariat stratégique - Déclaration de Guadalajara

DANS CE NUMÉRO :

Communiqués, discours, déclarations

- III^e Sommet Union européenne - Amérique latine et Caraïbes (UE-ALC): Faire progresser le partenariat stratégique - Déclaration de Guadalajara
- Développement durable et diversité des cultures : les syndicats des pays francophones se mobilisent - Déclaration de Ouagadougou
- Déclaration commune des agences européennes du cinéma pour l'audiovisuel européen

Publications et études

- Stratégie en faveur de la dynamique du libre-échange : "M. Zoellick présente son plan de relance des négociations commerciales"
- Concentration des médias et diversité culturelle : La loi du marché est-elle la meilleure garante de la liberté et du pluralisme? - "Aux États-Unis, Big Media trébuche... mais ne chute pas"

Autres actualités d'intérêt

- The 2004 New Media Forum
- Faciliter l'accès aux financements internationaux pour le développement durable dans les domaines de l'économie, de la culture et des médias : Propositions de la Francophonie
- Conférence ministérielle du Partenariat euro-méditerranéen
- Fixing Canada's Mickey Mouse film industry : We're thinking the unthinkable - and about to say the unsayable
- Negotiations for a Free Trade Treaty between Ecuador and the United States - Growing lack of confidence in the Ecuadoran government
- Les entreprises indonésiennes veulent un accord de libre-échange avec la Chine
- Le Fonds monétaire asiatique verra-t-il enfin le jour?
- Des ministres africains du Commerce exhortés à rester unis sur les négociations de l'OMC

Communiqués, discours, déclarations

III^e Sommet Union européenne - Amérique latine et Caraïbes (UE-ALC): Faire progresser le partenariat stratégique - Déclaration de Guadalajara

25 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne (UE) et les 33 d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) ont participé le 28 mai 2004 à leur troisième sommet à Guadalajara au Mexique. Dans une communication au Parlement européen et au Conseil portant sur les objectifs poursuivis dans le cadre des relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine en vue de ce 3e Sommet, la Commission européenne soulignait que ce sommet devrait être celui de progrès substantiels dans deux domaines prioritaires, à savoir la cohésion sociale et l'intégration régionale, ainsi que celui du renforcement de la coopération bi régionale dans les enceintes multilatérales. Il s'agit du premier sommet de l'UE élargie et, les discussions approfondies avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes devront être complétées par des réunions bilatérales et régionales, dont une réunion ministérielle UE-Mercosur destinée à faire progresser les négociations en vue d'un accord d'association. La Commission indique également que d'autres mesures en faveur de l'intégration régionale et sous-régionale accéléreront la croissance économique, tout comme elles faciliteront la réalisation d'autres progrès dans le cadre du partenariat bi régional stratégique UE-ALC. En matière économique, une plus grande intégration régionale aidera la région à exploiter son potentiel et facilitera l'entrée de chacun des pays concernés sur les marchés internationaux. Au plan politique, elle permettra à l'Amérique latine de devenir un acteur plus influent sur la scène mondiale.

Ce Sommet se tient à la suite du premier sommet qui a eu lieu les 28 et 29 juin 1999 à Rio de Janeiro au Brésil et dont l'objectif était de renforcer la compréhension politique, économique et culturelle entre les deux régions, afin qu'elles instaurent un partenariat stratégique; partenariat s'articulant du reste autour de trois dimensions stratégiques: un dialogue politique fructueux, respectueux du droit international et basé sur l'attachement profond des deux régions au multilatéralisme; des relations économiques et financières solides fondées sur une libéralisation étendue et équilibrée des échanges commerciaux et des flux de capitaux; et une coopération plus dynamique et créative dans les domaines éducatif, scientifique, technologique, culturel, humain et social. Le 17 mai 2002 se tenait à Madrid en Espagne le deuxième sommet visant à consolider le processus lancé à Rio et à confirmer l'engagement des deux régions à l'égard du développement du partenariat stratégique bi régional. Ce sommet s'était notamment concrétisé par la signature de l'Accord d'association UE-Chili en novembre 2002 et la conclusion des négociations relatives au Dialogue politique et aux Accords de coopération avec l'Amérique centrale et la Communauté andine, qui ont été signés à Rome en décembre 2003. En somme, l'Union européenne est non seulement le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine, par ordre d'importance, mais aussi sa première source d'investissements étrangers directs et son principal bailleur d'aide au développement.

Au terme de ce 3e Sommet, les 58 participants, chefs d'État et de gouvernement de l'UE-ALC, ont signé une déclaration, *Déclaration de Guadalajara*, qui salue la perspective d'un accord ambitieux entre l'UE et le Mercosur et donne «instruction aux négociateurs d'intensifier leur travail pour que le résultat soit atteint à la date cible d'octobre 2004». Ils prennent également des engagements en faveur de la diversité culturelle : «Nous convenons de promouvoir sur une base bi régionale le dialogue culturel et les secteurs qui reflètent l'identité culturelle ainsi que la diversité culturelle et linguistique et qui favorisent le développement humain comme contribution au développement durable, à la stabilité et à la paix. À cet égard, nous soutenons les négociations en cours sur une Convention sur la Diversité Culturelle à l'UNESCO». De plus, déclarent-ils : «Nous réaffirmons notre conviction que les industries culturelles contribuent fondamentalement à promouvoir l'identité culturelle et la diversité culturelle et linguistique. Nous reconnaissons également la contribution importante des industries culturelles à la promotion du développement durable. Nous étudierons les moyens d'améliorer la coopération UE-ALC et l'interaction dans ce domaine». [62] (Disponible en français, anglais, espagnol)

- Communication de la Commission européenne :
 - http://europa.eu.int/comm/world/lac-guadal/docs/com2004_220_fr.pdf (français)
 - http://europa.eu.int/comm/world/lac-guadal/docs/com2004_220_en.pdf (anglais)
 - http://europa.eu.int/comm/world/lac-guadal/docs/com2004_220_es.pdf (espagnol)

- Site Web du Sommet : http://www.sre.gob.mx/dgomra/alc_ue/calcul.htm (espagnol)



- Relations UE-ALC: http://europa.eu.int/comm/external_relations/la/index.htm
- Déclaration de Guadalajara : <http://www.latinreporters.com/amlatdeclaratiouadalajara2004.pdf> 
- Latin Reporters : <http://www.latinreporters.com/amlateco30052004.html>

Haut de la page 

Développement durable et diversité des cultures : les syndicats des pays francophones se mobilisent - Déclaration de Ouagadougou

Francophonie syndicale - Confédération internationale des syndicats libre, 15 mai 2004 - 2004/05/15

Une quarantaine d'organisations syndicales affiliées à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), représentatives de tout l'espace francophone se sont réunies en Forum pour la première fois, du 13 au 15 mai 2004, à Ouagadougou au Burkina Faso, pour préparer leur contribution en vue du prochain Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie qui se tiendra à Ouagadougou, du 26 au 27 novembre 2004, avec pour thème central : "*La Francophonie, espace solidaire pour un développement durable*". En collaboration avec l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), ce Forum syndical francophone de Ouagadougou a adopté à l'unanimité une déclaration appelant notamment à «une mondialisation plus sociale, juste et humaine» et affirmant que «le dialogue social est indispensable au développement durable». À cet égard, le Forum revendique sa reconnaissance officielle en tant qu'interlocuteur privilégié et partenaire de la Francophonie (OIF) et de toutes ses instances sur les questions de développement. En outre, soulignant que «la diversité culturelle est un des piliers du développement», la CISL «entend apporter sa contribution aux efforts de la Francophonie pour qu'en 2005 l'UNESCO adopte une convention sur la préservation et le développement de la diversité culturelle». [62] (Disponible en français)

- Communiqué : http://agence.francophonie.org/doc/dernieres/cp_04_173_com_hk.pdf 
- Déclaration : http://agence.francophonie.org/doc/dernieres/cp_04_173_declaration.pdf 

Haut de la page 

Déclaration commune des agences européennes du cinéma pour l'audiovisuel européen

Centre national de la cinématographie (CNC), 17 mai 2004 - 2004/05/17

«Les Agences du cinéma des États membres de l'Union européenne ont pour mission de soutenir et renforcer tant les industries européennes de l'audiovisuel, que la richesse et la diversité culturelle européenne». À cet égard, elles ont lancé un "appel" aux ministres européens de la Culture, réunis à Cannes à l'occasion du Festival, pour obtenir de l'Union européenne un soutien financier "suffisant" au secteur audiovisuel. Dans une déclaration commune, les directeurs de 21 agences du cinéma et les représentants nationaux de cinq autres pays se disent "préoccupés" face au «risque d'un désengagement et d'une diminution du budget communautaire pour la politique européenne audiovisuelle, chargée de soutenir un secteur compétitif et diversifié en Europe». Ils demandent donc «l'inscription, d'une ligne audiovisuelle dans le futur budget européen, à partir de 2007». Selon eux, ce budget doit «reconnaître les impératifs à la fois industriels et culturels de la politique audiovisuelle». [62] (Disponible en français)

- http://www.cnc.fr/b_actual/r5/ssrub1/declaration_170504.htm

Haut de la page 

Publications et études

Stratégie en faveur de la dynamique du libre-échange : "M. Zoellick présente son plan de relance des négociations commerciales"

M. Robert Zoellick, United States Trade Representative, Washington, DC, 14 mai 2004 -

Dans le cadre de la réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui se tenait à Paris, le représentant des États-Unis pour le Commerce extérieur, M. Robert Zoellick, a prononcé, le 13 mai 2004, lors d'une visite au Sénat français, un important discours dans lequel il plaide en faveur de la reprise des négociations au sein de l'OMC, connues sous le nom de *Programme de Doha pour le développement*, et invite notamment les États membres de l'OMC à profiter de l'actuelle embellie de l'économie mondiale pour relancer les négociations commerciales internationales paralysées depuis plusieurs mois. Dans son allocution, il fait un vaste tour d'horizon de ce dossier, soulignant le rétablissement d'un climat propice aux négociations mais décrivant aussi les sérieux obstacles qui se dressent encore sur la voie d'un accord et propose une stratégie destinée à favoriser la marche rapide sur ce chemin.

M. Zoellick souligne que dans les six mois qui ont suivi Cancun, les États-Unis ont "fait avancer parallèlement les négociations avec tous les pays disposés à de réels compromis" : ainsi, les Américains ont conclu de nouveaux accords de libre-échange avec huit pays, se sont rapprochés de six autres pays, et annoncent des projets de négociations avec six autres encore. Comme l'affirme M. Zoellick : «Notre stratégie en faveur de la dynamique du libre-échange nous a permis de résister aux forces protectionnistes». Même s'il affirme que "l'élan est de retour", il reconnaît que "notre capacité à progresser de manière notable d'ici à l'été prochain dépend de deux avancées": résoudre les questions identifiées à Singapour, en décidant de nous concentrer exclusivement sur la simplification des échanges commerciaux, la refonte de règles douanières; concentrer notre attention sur le projet de texte sur l'agriculture, afin de tenter de convenir d'un cadre spécifique de réforme. M. Zoellick affirme notamment que la solution à ces questions entraînerait rapidement d'autres progrès: un accord-cadre pour la réduction des tarifs douaniers dans le secteur industriel et la suppression des barrières autres que tarifaires dans le domaine des échanges de marchandises; des efforts renouvelés afin d'ouvrir le marché des services, et un accord sur le meilleur mode de participation possible des plus petits et plus pauvres des pays en développement au commerce mondial. Pour ce faire, M. Zoellick pense que «d'autres pays devront mettre un terme aux monopoles exportateurs détenus par l'État, ainsi qu'au recours à des taxes différentielles à l'exportation». Aussi affirme-t-il : «Nous devons également opérer des réductions importantes de subventions faussant les règles du commerce intérieur, afin de réduire considérablement les inégalités et le montant global autorisé - jusqu'à l'élimination totale de ces subventions».

M. Zoellick soutient notamment que dans le secteur important des services, les États-Unis appellent la majorité des pays membres de l'OMC à faire des offres significatives : «Dans le cadre de ce processus, nous sommes disposés à fournir aux pays en développement une assistance technique, afin de leur permettre de soumettre des offres. Nous avons également appelé la Banque mondiale à aider les pays en voie de développement dans l'évaluation des avantages potentiels et la préparation des propositions impliquant plusieurs ministères». Pour ces pays en effet, M. Zoellick les invite à être des partenaires, car ils peuvent être des bénéficiaires majeurs de la libéralisation du commerce mondial, étant donné que «le commerce offre des opportunités, pas des garanties». Aussi déclare-t-il : «En Afrique, nous devons nous assurer que les plus pauvres ont accès aux bénéfices liés à la croissance et à l'ouverture des marchés». C'est ainsi que l'AGOA (*African Growth and Opportunity Act* – Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique), mise en place par les États-Unis crée des incitations en matière économique en faveur des 37 pays africains subsahariens éligibles. Pour conforter ce succès, déclare M. Zoellick, les États-Unis ont lancé des négociations d'accords de libre-échange avec les cinq pays de l'Union douanière des pays de l'Afrique australe : le Botswana, le Lesotho, la Namibie, l'Afrique du sud, et le Swaziland et, poursuivent une initiative d'ouverture commerciale au Moyen-Orient adaptée aux spécificités de chaque pays tout en visant l'objectif d'un accord global de libre-échange avec les États-Unis. En plus d'aider les pays à devenir membre de l'OMC, affirme M. Zoellick, nous développons le réseau d'accords de libre-échange que nous avons déjà négociés avec la Jordanie, Israël, le Maroc, et bientôt Bahreïn. Nous fournissons également de l'aide pour construire des capacités commerciales et pour étendre les opportunités de sorte que les pays du Moyen-Orient puissent tirer profit de leur intégration dans le système marchand mondial. Pour les pays pauvres en voie de développement qui veulent saisir de nouvelles occasions de combiner l'ouverture commerciale avec des réformes nationales, M. Zoellick déclare : «Nous serions heureux de travailler avec eux pour étendre leur ambition - par exemple, au travers de la libéralisation des services ou des négociations sectorielles concernant les marchandises ou l'agriculture ou encore au travers de l'application des règles commerciales dans des directions qui conforteront ou favoriseront leurs propres programmes intérieurs de réforme».

M. Zoellick réaffirme l'engagement de son président pour qui "les négociations de Doha demeurent l'objectif majeur de la stratégie commerciale américaine" et qui soutient notamment que "davantage de libre-échange est indispensable pour donner aux pays en voie de développement l'occasion de se libérer des dépendances du passé". Aussi déclare-t-il : «L'engagement fort du Président en faveur du libre-échange (...) devrait renforcer les engagements de ceux qui se demandent si l'Amérique est sérieuse dans ses propositions d'éliminer les subventions d'exportation agricoles (...) de réduire de manière drastique les droits sur les marchandises et l'agriculture, et d'augmenter le commerce des services. Nous pensons ce que nous disons». [62] (Publié en français sur le Web de AllAfrica Global Media)

- <http://fr.allafrica.com/stories/printable/200405140095.html>

Haut de la page 

Concentration des médias et diversité culturelle : La loi du marché est-elle la meilleure garante de la liberté et du pluralisme? - "Aux États-Unis, Big Media trébuche... mais ne chute pas"

M. Renaud Lambert, Observatoire français des médias, avril 2004 - 2004/04

M. Lambert ouvre son texte par un pari : «Gageons que pour les grands conglomérats se partageant le marché de l'information et les ondes aux États-Unis, il ne s'agisse là que d'un contretemps dans l'inexorable processus qui, dans les médias comme ailleurs, tend à imposer une logique de marché à la société... sous prétexte, bien entendu, de défendre la Liberté». En effet, rapporte M. Lambert, en juin 2003, aux États-Unis, la *Federal Communications Commission* (FCC) décide d'accélérer la déréglementation des médias. Au vu du développement des réseaux câblés et d'Internet, elle estime qu'il n'y a plus aucune raison d'interdire à des journaux de posséder des chaînes de télévision ou à des diffuseurs de contrôler plus de 35% de leur marché. Toutefois, une vague de protestation sans précédent, menée par des organisations progressistes telles que *FAIR*, *Media Access* ou *Media Reform*, auxquelles se joignent des groupes plus conservateurs comme la *National Rifle Association*, va faire entrer cette décision dans le débat public, «une première pour *Big Media*, jusqu'alors habitué aux tractations discrètes avec le pouvoir». Si aux États-Unis, l'univers des médias est régi par le principe de "liberté d'expression" ancré dans le premier amendement de la Constitution, deux interprétations distinctes de ce principe cependant sont en général retenues et constituent les fondations idéologiques de l'évolution de la place de l'État dans l'univers des médias américains : protéger "l'intérêt public", c'est-à-dire entretenir la diversité des points de vue et la richesse du débat politique afin d'assurer aux citoyens l'information et l'éclairage politique les plus complets possible; ou au contraire, établir un "libre marché des idées" à l'abri de toute interférence gouvernementale. Ce point de vue est généralement associé à Olivier Wendell Holmes, juge de la Cour Suprême américaine, selon qui "le meilleur test de la véracité d'une idée, c'est sa capacité à se faire accepter au milieu de la compétition du marché". Mais, comme le note M. Lambert, ici comme ailleurs, la question est de savoir si la loi du marché est la meilleure garante de la liberté et du pluralisme ou si, au contraire, il est nécessaire de veiller à ce que les intérêts commerciaux n'empiètent pas sur ceux de la démocratie et des citoyens.

À cet égard, si, jusqu'au début des années 80, le principe de protection de "l'intérêt public", qui place le citoyen avant le marché, est accepté de façon générale aux États-Unis, il est "rapidement relégué aux oubliettes de la révolution libérale" : «La pression des groupes médiatiques qui tentent d'imposer le principe économique de "marché libre" comme moteur de développement d'un "libre marché des idées", trouve prise sur une administration qui n'a qu'un but en tête : désengager l'État (...) Il n'est plus demandé aux médias de faire preuve d'équité dans le traitement de questions politiques ou sociales s'ils parviennent à montrer que d'autres acteurs du "marché", aussi petits soient-ils, présentent un point de vue différent : la vulgate libéral peut tranquillement être distillée par les mastodontes de l'audimat». C'est ainsi que le processus par lequel une poignée de grands groupes s'approprie les "ondes" s'accélère sous prétexte que le développement du câble et d'Internet rend caduque la menace de monopole dans les médias et assure un pluralisme irréprochable. Selon la loi du "libre marché des idées", si la disparition d'un groupe implique le musellement d'un point de vue valide ou la disparition d'un type d'information cher au public, ceux-ci trouveront nécessairement droit de cité ailleurs, que ce soit sur un réseau câblé ou sur un site Internet. Le *Telecommunications Act* apporte la touche finale à la dérégulation de la radio en 1996: le nombre de propriétaires de radio chute de 34%. Les 44 plus grandes radios américaines sont détenues par cinq groupes. En quelques années, par exemple, la société *ClearChannel* passe de 65 à 1200 radios. Rapidement, les cinq plus grands groupes contrôlent 70% des "*prime time*" de la télévision américaine. On favorise

l'infotainment (sujets en rapport aux célébrités) et *l'informercial* (bulletins d'information à but publicitaire) plutôt que l'analyse profonde de questions de société. *Big Media* est devenu un des plus puissants lobbies et, en retour, profite très largement de campagnes électorales centrées sur les finances. Ainsi, M. Lambert en arrive au constat suivant : «Lorsque les groupes médiatiques ne sont pas uniquement des diffuseurs, mais des multinationales aux agendas financiers et économiques propres, leur capacité à formater non seulement l'opinion publique, mais l'attitude des législateurs est on ne peut plus inquiétante». C'est dans ce contexte que la FCC a tenté d'accélérer la déréglementation de l'univers des médias aux États-Unis, et c'est cet étouffement des médias qui nourrit l'inquiétude de l'opinion américaine que résume le vice-président de la *National Rifle Association*, Wayne LaPierre, en ces termes : «Quand les films qu'on regarde, que la musique qu'on écoute, que les produits qu'on achète, que les idées qu'on nous vend sont filtrées, censurées et présentées par les mêmes personnes, on a tout à perdre... Les ondes appartiennent au peuple américain et le rôle de la FCC est de protéger l'intérêt du public, pas les grands magnats des médias qui cherchent à monopoliser le débat public». [62] (Disponible en français)

- <http://www.observatoire-medias.info/article124.html>

Haut de la page 

Autres actualités d'intérêt

The 2004 New Media Forum

L'Union européenne de radio-télévision (UER-EBU) organise à Genève les 3 et 4 juin 2004, comme chaque année, le "Forum des nouveaux médias". Cet événement va permettre aux Membres de cette institution de se tenir informé des questions essentielles de management dans le secteur des nouveaux médias, d'évaluer les chances et les risques induits par le nouvel environnement de radiodiffusion, et de trouver des solutions aux questions relatives aux nouveaux médias, à partir du thème : "**Heyday or mayday?: Broadcaster's survival strategies in the new media environment**" (Rêve ou réalité? - Stratégies de survie des radiodiffuseurs dans le contexte des nouveaux médias) [62]

- http://www.ebu.ch/CMSimages/fr/NMF_04_prog_6-pages_tcm7-12020.pdf 

Haut de la page 

Faciliter l'accès aux financements internationaux pour le développement durable dans les domaines de l'économie, de la culture et des médias : Propositions de la Francophonie

L'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF) a organisé du 5 au 7 mai 2004 à Paris un **Symposium sur l'accès aux financements internationaux** afin de faciliter l'accès aux financements pour le développement des pays francophones notamment les moins avancés. Ce symposium a réuni plus de 300 participants dont une douzaine de ministres des Finances des pays d'Afrique francophones, des délégués des États et gouvernements membres de la Francophonie, des responsables d'organisations internationales et de banques de développement, (Banque mondiale, Banque africaine de développement, FMI, OCDE, PNUD, UNESCO, Union européenne, Commonwealth), d'organisations régionales (BEI, BIDC, UEMOA, BOAD, CEMAC), d'organismes bilatéraux de développement et d'organisations non gouvernementales. Les travaux du symposium se sont déroulés en quatre ateliers thématiques pour débattre des propositions dans les domaines de l'économie et du développement durable, de l'éducation et de la formation, de la culture et des médias et de la bonne gouvernance. Un volet participatif, ouvert à la société civile, a notamment permis aux partenaires du développement d'animer des forums de discussion sur des thèmes aussi variés que la conversion de dettes en projets de développement, les micro crédits et les initiatives locales ou la sécurité juridique des investissements. Plusieurs propositions d'action ont été retenues, dans le cadre du volet synthétique regroupant des représentants des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile. Ces propositions s'appuient évidemment sur les travaux préparatoires des trois tables rondes thématiques qui se sont tenues à Paris en 2003 sur les modes de financement novateurs dans les domaines de l'économie et du développement durable (18-19 septembre); de l'éducation, de la formation et de la culture (16-17 octobre) ainsi que de la bonne gouvernance, considérée à la fois comme condition et objet du financement (20-21 novembre). Un comité de suivi du symposium a été mis en place par l'Agence, et sera chargé de la mise en œuvre des diverses propositions retenues. Les conclusions et recommandations de ce symposium contribueront notamment aux travaux du Xe Sommet des chefs d'État et de gouvernement

francophones, qui se tiendra à Ouagadougou, au Burkina Faso, du 26 au 27 novembre 2004, sur le thème "**La Francophonie, espace solidaire pour un développement durable**". [62]

- Déclaration : http://agence.francophonie.org/actualites/nouvelle.cfm?der_id=467&type=une
- Communiqué : http://agence.francophonie.org/doc/dernieres/cp_04_169_com_hk.pdf 
- Programme : http://agence.francophonie.org/doc/dernieres/cp_04_169_com_hk_program.pdf 

Haut de la page 

Conférence ministérielle du Partenariat euro-méditerranéen

Du 5 au 6 mai 2004 s'est tenue à Dublin, en Irlande, la Conférence ministérielle du Partenariat euro-méditerranéen. Cet événement a réuni les représentants des 25 États membres et 10 pays du pourtour méditerranéen membres du "Processus de Barcelone" institué en 1995. La Conférence a notamment fourni l'occasion pour l'Union nouvellement élargie de réaffirmer son intérêt pour cette région du monde. Dans l'esprit de partenariat qui caractérise ce processus, il s'agissait aussi de continuer le dialogue avec les partenaires européens du Sud sur les grands enjeux et défis auxquels est confrontée cette région, en vue d'y apporter des réponses tant sur le plan politique, que sur les plans économique et culturel. Dans un point de presse, M. Michel Barnier, ministre français des Affaires étrangères, a soutenu qu'il fallait «donner à cette coopération son caractère politique et institutionnel, une dimension plus humaine et plus humaniste et c'est probablement la grande utilité de la fondation euro-méditerranéenne pour le dialogue des cultures» [62]

- Point de presse : <http://www.france.diplomatie.fr/actu/bulletin.asp?liste=20040507.html&submit.x=12&submit.y=8#Chapitre3>
- Déclaration : <http://www.france.diplomatie.fr/actu/article.asp?ART=41998>

Haut de la page 

Fixing Canada's Mickey Mouse film industry : We're thinking the unthinkable - and about to say the unsayable

The Toronto Star, May 17, 2004 - 2004/05/17

Dans cette édition du *Toronto Star*, MM. Douglas Williams et Robin Chetwynd signent un texte sur l'importance de la culture canadienne, comme moyen de distinguer le pays de son imposant voisin. Ils mettent en garde les Canadiens contre la marginalisation culturelle induite par le cinéma américain qui au nom de la "profitabilité" est en train de "tuer" la culture. [62] (Disponible en anglais seulement)

- http://www.thestar.com/NASApp/cs/ContentServer?pagename=thestar/Layout/Article_PrintFriendly&c=Article&cid=1084705264150&call_pag

Haut de la page 

Negotiations for a Free Trade Treaty between Ecuador and the United States - Growing lack of confidence in the Ecuadoran government

Granma International, Havana, May 13, 2004 - 2004/05/13

Dans cette édition, Mme Maria Victoria Valdés-Rodda rapporte qu'au moment où la polémique sur le Plan Patriote bat son plein, de même que les négociations sur un traité de libre-échange avec les États-Unis, les Équatoriens se demandent, en raison des crises intérieures soulevées par la mise en cause de l'administration du président Lucio Gutierrez, de quoi l'avenir de leur pays sera fait. En effet, Washington a invité la Colombie, le Pérou et l'Équateur à entamer un dialogue sur la possibilité de passer de nouveaux accords de libre-échange avec les États-Unis. M. Robert Zoellick, le négociateur en chef américain, responsable des affaires commerciales au Département d'État, a annoncé le 6 mai que le chemin est prêt pour aboutir à la signature dans des conditions qui seraient, d'après lui, favorables pour toutes les parties. Selon Mme

Valdés-Rodda, Il a également affirmé que sur des aspects que tout le monde estimait difficiles à traiter, tels que le chômage et l'investissement, les parties avaient trouvé plus de points de convergence que de désaccord. Elle conclut notamment que «les propos de Zoellick n'ont surpris personne alors que le mouvement amérindien de l'Équateur avait déjà dénoncé les violations réitérées des lois équatoriennes que commettent les transnationales nord-américaines». [62] (Disponible en anglais)

- <http://www.granma.cu/ingles/2004/mayo/juev13/ecuador.html>

Haut de la page 

Les entreprises indonésiennes veulent un accord de libre-échange avec la Chine

Agence vietnamienne d'information, le 13 mai 2004 - 2004/05/13

Dans cette dépêche, l'Agence rapporte que le gouvernement indonésien est appelé à démarrer les négociations d'un accord de libre-échange avec la Chine. En effet, la Chine est le quatrième client de l'Indonésie après les États-Unis, l'Union européenne et le Japon. Selon l'Agence, de nombreux pays voient les accords de libre-échange comme un filet de sécurité pour protéger l'accès aux marchés pour leurs exportations si l'OMC ne réussissait pas à établir un nouvel accord multilatéral avant la date butoir du 1er janvier 2005, dans le cadre du cycle de Doha. Aussi, les responsables des économies-clés de l'Asie-Pacifique, regroupement qui représente plus de 50% des échanges mondiaux, expliquent que ces accords sont complémentaires de l'action de l'OMC en contribuant au dynamisme en terme de libéralisation du commerce. À cet égard, l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe dix pays, a passé des accords en vue de l'établissement de vastes zones de libre-échange avec la Chine, le Japon et l'Inde, et veut établir un marché commun à l'horizon 2020. [62] (Disponible en français)

- http://www.vnagency.com.vn/newsp.asp?LANGUAGE_ID=3&CATEGORY_ID=39&NEWS_ID=99180

Haut de la page 

Le Fonds monétaire asiatique verra-t-il enfin le jour?

Radio France Internationale (RFI), 10 mai 2004 – 2004/05/10

Dans cette chronique d'Asie diffusée sur les ondes de RFI, la journaliste, Mme Annie Bourrier, rapporte que le 15 mai 2004 à Chenju, les dix membres de l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud et la Chine allaient signer un immense projet portant sur leur union économique et financière : «S'ils se mettent d'accord sur ses grandes lignes, ils seront contraints à l'abandon d'une partie de leur souveraineté au profit de cette nouvelle autorité financière. Ils devront en effet accepter la surveillance de leurs économies par un organisme régional et supra-national», déclare-t-elle. Le premier pas vers l'union a été la création, l'année dernière, du premier "Marché obligataire asiatique". Comme le souligne Mme Bourrier, des considérations stratégiques sont à l'origine de l'intérêt pour l'union : dans le cas du Japon, d'où vient l'essentiel des propositions pour créer l'union monétaire, «Tokyo cherche à renforcer son rôle économique et financier dans la région avant que la Chine ne devienne trop puissante. Ce sera également l'occasion d'imposer le yen comme pierre angulaire de la future monnaie unique». Quant à la Corée du Sud, elle «craint en effet d'avoir à supporter tout seul le coût de l'effondrement du régime nord-coréen et de la réunification de la péninsule. Séoul souhaite donc la création rapide d'une institution régionale prête à l'aider et réunissant toutes les grandes économies de l'Asie de l'Est». Autrefois, déclare Mme Bourrier, l'intégration financière était un vague souhait. Mais aujourd'hui le développement des flux commerciaux rend indispensable l'existence d'un marché de capitaux large et stable, en raison de la multiplication des accords de libre-échange dans la région. [62] (Disponible en français)

- http://www.rfi.fr/actufr/articles/053/edito_chro_27977.asp

Haut de la page 

Des ministres africains du Commerce exhortés à rester unis sur les négociations de l'OMC

Agence de presse chinoise Xinhua, le 20 mai 2004 - 2004/05/20

Dans cette dépêche, l'Agence rapporte que des pressions sont exercées sur des pays africains et d'autres pays en développement pour qu'ils fassent preuve de flexibilité et acceptent les demandes des États-Unis et de l'Union européenne (UE) sur certains points essentiels des négociations commerciales. Ces pays seront notamment exhortés à ouvrir leurs secteurs des services aux entreprises étrangères et à accepter les points de Singapour - investissements, politique de concurrence, achats du gouvernement. Selon la dépêche, l'attitude flexible de l'UE et des États-Unis a pour but de détruire l'unité et les positions de négociation de ces pays. De plus, l'UE leur impose aussi son programme commercial par le biais des Accords de partenariat économique (EPAs), qui sont en fait des accords de libre-échange. Aussi, la SEATINI (Initiative des négociations commerciales de l'Afrique australe et de l'Est) appelle les ministres du Commerce des pays africains à consolider leurs positions dans les actuelles négociations commerciales de l'OMC. [62] (Disponible en français)

- <http://www.french.xinhuanet.com/htm/05202018182.htm>

Haut de la page 

[Accueil](#) - [Bulletin de nouvelles](#) - [Archives](#) - Vol. 4, no 22

Politique de confidentialité - Réalisation du site



© Gouvernement du Québec, 2007